



HAL
open science

**Les luttes de décolonisation et la guerre civile en Angola
(1956-2002). Contribution à une histoire connectée de
l'Afrique.**

Chloé Maurel

► **To cite this version:**

Chloé Maurel. Les luttes de décolonisation et la guerre civile en Angola (1956-2002). Contribution à une histoire connectée de l'Afrique.. Histoire des relations internationales depuis 1945, pp.191-204, 2010. hal-03700726

HAL Id: hal-03700726

<https://hal.science/hal-03700726>

Submitted on 21 Jun 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chloé Maurel

Les luttes de décolonisation et la guerre civile en **Angola (1956-2002)**

(Chapitre 12 de : Chloé Maurel, *Histoire des relations internationales depuis 1945*, Paris, Ellipses, 2010, p. 191-204).

Entouré au Nord par la République Démocratique du Congo (RDC), à l'est par la Zambie, au sud par la Namibie, et à l'ouest par l'Océan Atlantique, l'Angola est un pays d'Afrique subsaharienne, grand comme plus de deux fois la France, mais faisant partie des pays les plus pauvres du monde : il entre dans la catégorie des « pays les moins avancés » (PMA), catégorie définie par l'ONU, rassemblant les pays dont l'indice de développement humain (IDH) est parmi les plus faibles du monde.

Colonisé par le Portugal à partir de 1885 à la suite de la conférence de Berlin (conférence souvent assimilée à un « partage de l'Afrique » entre les puissances européennes), l'Angola a été soumis à la tutelle coloniale portugaise après plusieurs années de violences et de répression effectuées par les Portugais (sous l'euphémisme de « pacification »). Si le Portugal a officiellement considéré la conquête militaire de l'Angola comme achevée en 1922, en réalité la résistance armée des Angolais s'est poursuivie au fil des années, le peuple angolais protestant contre l'expropriation des terres et des biens dont il était victime, l'impôt colonial, l'oppression raciale et le travail forcé. Plusieurs révoltes populaires ont éclaté à diverses reprises, en 1924, 1925, 1939 notamment.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Angola réclame son indépendance comme de nombreux autres territoires d'Afrique. Cependant, c'est très tardivement, en 1975 seulement, au terme plus de dix ans de luttes violentes et longues, que les Angolais finiront par obtenir leur libération de la tutelle coloniale portugaise. A peine cette indépendance obtenue commence une longue guerre civile, qui se poursuit jusqu'en 2002.

L'Angola est donc le symbole d'un pays meurtri, touché par des conflits prolongés et par des violences endémiques. Comment s'explique le caractère si long et douloureux de la décolonisation de l'Angola et la violence des conflits postcoloniaux qui y ont éclaté ? Quels sont les ressorts et les enjeux de ces conflits ?

*

Les longues luttes de décolonisation de l'Angola

Parmi les puissances coloniales européennes, le Portugal est celle qui est restée le plus tardivement et le plus obstinément attachée à ses colonies. La dictature conservatrice et nationaliste du président Antonio de Oliveira Salazar, fondée sur la doctrine de l'« *Estado Novo* » (Etat nouveau), se caractérise par un fort attachement à l'empire colonial portugais. En 1951, Salazar proclame que les colonies africaines du Portugal sont officiellement « partie intégrante de la mère patrie ». Dans les années 1950-1960, à l'heure où de nombreuses colonies d'Asie puis d'Afrique accèdent à l'indépendance, le Portugal va à contre-courant de ce mouvement, renforçant au contraire sa tutelle sur ses possessions outre-mer. Cela se traduit par une colonisation de peuplement accrue, par l'accroissement des investissements économiques dans ces colonies, et par un refus total de dialogue avec les indépendantistes.

Ces derniers s'organisent à partir des années 1950, créant plusieurs mouvements d'émancipation. En 1957 l'Angolais Holden Roberto crée l'Union des populations du nord de l'Angola, qui devient en 1961 le Front de national de libération de l'Angola (FNLA). Parallèlement, en 1956 est fondé un autre mouvement de libération : le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA). Il résulte de la fusion de plusieurs mouvements de libération apparus dans les années précédentes, comme notamment le Parti communiste angolais. Le MPLA est dirigé par l'Angolais Agostinho Neto. Fils d'un pasteur méthodiste, il appartient à la catégorie sociale des classes moyennes instruites colonisées, ceux que les colonisateurs désignent, de manière condescendante, sous le terme « évolués » ou « *educated natives* ». Il fait partie de la petite élite des colonisés qui a l'opportunité d'aller au Portugal faire des études. A Lisbonne, où il suit des études de médecine, il fréquente la petite communauté des Angolais instruits installés en métropole. Ce séjour au Portugal contribue beaucoup à sa prise de conscience et à sa formation politique. Au Portugal, Neto participe à des mouvements nationalistes angolais, et à un mouvement culturel qui vise à valoriser la culture angolaise traditionnelle. Il rédige lui-même des poèmes exaltant la culture angolaise. Il publiera d'ailleurs un recueil de poèmes, *Sagrada esperança* (« espérance sacrée »), paru un an avant l'indépendance de son pays.

A son retour en Angola, Neto poursuit ses activités indépendantistes. Son militantisme lui vaut d'être jeté en prison en 1960 par les Portugais. Il passe deux ans en détention, d'abord au Cap-Vert puis au Portugal. Réussissant à s'évader, il passe au Maroc, d'où il prend la tête du MPLA.

En février 1961, le MPLA déclenche la lutte de libération nationale. Les autorités portugaises, s'obstinant à refuser tout dialogue avec les indépendantistes, répliquent par une

violente répression. A partir de 1965, les luttes de libération s'intensifient. Les autorités portugaises y répliquent en envoyant des forces armées de plus en plus nombreuses (200 000 soldats au début des années 1970), et en consacrant à cette guerre coloniale une part de plus en plus importante du budget national : cette part va jusqu'à s'élever à 50% du budget national du pays en 1971-72. Malgré l'importance des moyens déployés par la dictature portugaise en Angola, son armée est mise en difficulté sur le terrain.

De son côté, le mouvement indépendantiste angolais est affaibli par des divisions internes. A la division entre MPLA et FNLA s'ajoute bientôt la création d'un troisième mouvement concurrent : l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), fondé entre 1963 et 1966 par un ancien membre du FNLA, Jonas Savimbi.

Ces divisions du mouvement de libération angolais s'expliquent en grande partie par les enjeux de la guerre froide : tandis que le MPLA, de tendance marxiste, est soutenu par l'URSS et par Cuba (au moyen d'une aide à la formation de cadres et de l'envoi de matériel et de conseillers militaires à partir de 1965), l'UNITA, dont la création est favorisée par les Etats-Unis, est un mouvement anti-communiste, qui se pose en rival du MPLA.

Le leader de l'UNITA, Jonas Savimbi, est un Angolais issu du même milieu social qu'Agostinho Neto : fils d'un pasteur évangélique travaillant pour la société coloniale de chemin de fer de l'Angola, il a lui aussi séjourné à Lisbonne dans le cadre de ses études de médecine à la fin des années 1950. Ensuite, il a continué à voyager, allant en Suisse étudier les sciences politiques à l'Université de Lausanne, puis partant en République populaire de Chine pour y étudier les techniques de la guérilla. A son retour, loin d'être devenu maoïste, Savimbi est devenu anti-communiste et social-démocrate. Approché par les Etats-Unis, il accepte de se rallier à leurs orientations idéologiques, et reçoit en échange leur soutien et leur aide pour la création de son mouvement, l'UNITA.

Les luttes de libération en Angola illustrent donc parfaitement l'imbrication des enjeux de décolonisations et des enjeux de la guerre froide.

La Révolution des œillets au Portugal (1974) : déclencheur de l'acquisition de l'indépendance de l'Angola

En avril 1974, la « Révolution des œillets » au Portugal met fin au régime dictatorial de Salazar, et, par là même, à la brutale répression menée par l'armée portugaise en Angola. A Lisbonne, renversant la dictature de Marcelo Caetano, un nouveau gouvernement militaire se met en place, le Mouvement des forces armées (MFA), comportant des socialistes. Le nouveau leader, Mario Soares, entreprend de mettre fin aux guerres coloniales et de mener à

bien le processus de décolonisation.

Des négociations sont alors menées, à Londres et à Alger, entre les représentants des autorités portugaises et les leaders des mouvements de libération angolais. La date de la déclaration de l'indépendance de l'Angola est fixée au 11 novembre 1975. Un cessez-le-feu y est proclamé à la mi-octobre 1974, mais il se déroule dans un climat de grandes violences, entre les nombreux colons d'origine européenne installés sur place (au moins un million d'habitants) et la communauté angolaise. L'année suivante, en 1975, les colons sont rapatriés au Portugal dans l'urgence, au moyen d'un gigantesque pont aérien mis en place à partir de Luanda par les autorités portugaises, essentiellement entre mai et novembre 1975. 90% de la population blanche quittent le pays en l'espace de quelques mois, laissant à l'abandon les infrastructures construites par les Portugais, et allant même parfois jusqu'à les détruire délibérément avant leur départ. 700 000 « *retornados* » (« revenus ») affluent au Portugal, dans un contexte économique difficile (celui de la crise résultant du choc pétrolier de 1973) et dans des conditions matérielles souvent précaires.

Le déclenchement de la guerre civile angolaise

La guerre civile qui commence au moment de l'accession du pays à l'indépendance puise ses motifs dans la décolonisation et dans la guerre froide. Les autorités portugaises, ne voulant pas, officiellement, choisir parmi les mouvements indépendantistes angolais lequel accéderait au pouvoir lors de l'indépendance, engagent des pourparlers avec les trois principaux mouvements : le MPLA, le FNLA et l'UNITA. C'est conjointement entre les représentants de ces trois mouvements et les autorités portugaises que sont signés le 10 janvier 1975 les accords d'Alvor qui prévoient l'indépendance du pays pour le 11 novembre 1975 et entre-temps la mise en place d'un gouvernement de transition pour le 31 janvier 1975.

Cependant, à peine conclus, les accords d'Alvor sont enfreints, car les trois mouvements indépendantistes rivaux se déchirent pour le pouvoir. Agostinho Neto considère le FNLA et l'UNITA comme des émanations du colonialisme et de l'impérialisme, car le FNLA est modéré et l'UNITA soutenu par les Etats-Unis. Comme tels, il estime que ces mouvements sont à combattre au même titre que l'étaient les autorités coloniales portugaises. Il considère que seul le MPLA, dont il est secrétaire général, est réellement émancipateur pour le peuple angolais, et que seul ce parti est apte à « bâtir une société où l'homme ne soit plus exploité par l'homme ». Grâce à l'aide logistique et militaire apportée par l'URSS et surtout par Cuba, le MPLA prend rapidement le dessus sur les deux autres mouvements concurrents. Toutefois il ne parvient pas à contrôler tout le territoire du pays.

Le 11 novembre 1975, Agostinho Neto proclame la « République populaire d'Angola ». Il s'en auto-désigne président et instaure un gouvernement pro-soviétique, soutenu par l'URSS et par Cuba. Le pouvoir est transféré au MPLA. Rapidement, de nombreux pays reconnaissent le nouveau régime.

Mais le FNLA et l'UNITA, anti-communistes, refusent d'accepter cette prise de pouvoir par le MPLA. Ils peuvent compter sur le soutien et l'aide de la république sud-africaine (alliée des Etats-Unis, qui eux-mêmes soutiennent l'UNITA). Dès novembre 1975, des troupes sud-africaines se sont massés à la frontière entre l'Afrique du sud et l'Angola, prêtes à lancer une offensive pour renverser le MPLA. L'URSS a alors lancé un ultimatum à la République sud-africaine, qui renonce alors provisoirement à cette offensive. Mais ce n'est que partie remise : quelques jours plus tard, l'Afrique du Sud envahit le sud de l'Angola, pour soutenir l'offensive lancée au même moment par l'UNITA contre le MPLA.

Parallèlement, Holden Roberto, leader du FNLA, lance, avec le soutien de troupes zaïroises, une offensive militaire visant à prendre Luanda. Il subit une défaite à la bataille de Kifangondo, ce qui a pour conséquence d'éclipser durablement le FNLA de la scène politique angolaise. En 1976, Holden Roberto sera contraint de s'exiler en France puis au Zaïre.

C'est donc surtout l'UNITA de Jonas Savimbi qui entame le combat contre le MPLA, déclenchant une véritable guerre civile, dont le début coïncide ainsi avec la proclamation de l'indépendance de l'Angola. Pendant des années, l'UNITA et le MPLA vont s'affronter dans une guerre civile sans merci, le premier mouvement bénéficiant du soutien des États-Unis, et de ses alliés occidentaux, comme le Royaume-Uni, la France, et Israël, et de plusieurs pays africains de la région (l'Afrique du Sud, le Zaïre, le Togo, la Zambie, et la Côte d'Ivoire), et le second pouvant compter sur le soutien de l'URSS, des pays d'Europe de l'Est et de Cuba. C'est donc bien la guerre froide qui se déploie indirectement en Angola.

Une guerre civile longue et meurtrière

La guerre civile divise le peuple angolais lui-même. Du côté de l'UNITA (pro-américain) se rassemblent plutôt les membres de l'ethnie Ovimbundu, qui regroupe environ 40% de la population, tandis que le MPLA (pro-communiste) regroupe plutôt les métis et les citadins. Ce clivage se traduit aussi sur le plan géographique : le MPLA est plus fort dans l'ouest du pays, du côté du littoral, plus urbain, plus industrialisé, plus moderne, tandis que l'UNITA est davantage implanté dans l'est, c'est-à-dire dans l'arrière-pays plus rural, plus traditionnel (souvent désigné par les Occidentaux comme « clanique », « tribal », « ethnique »).

En 1976, Fidel Castro lance une opération de grande ampleur : décidé à déployer les grands moyens pour aider le MPLA à résister aux attaques de l'UNITA et des pays voisins, il envoie des milliers de soldats cubains en Angola. C'est l'« opération Carlotta » (du nom d'une héroïne cubaine, l'esclave « *Black Carlota* », qui en 1843 avait dirigé une rébellion d'esclaves à Cuba) : 36 000 soldats cubains débarquent progressivement en Angola, au moyen d'un pont aérien financé par l'URSS. Ces troupes cubaines, commandées par le général Arnaldo Ochoa, bénéficiant d'un équipement militaire moderne fourni par l'URSS et aidées par l'aviation soviétique, prêtent main forte à celles d'Agostinho Neto et permettent au MPLA de battre les troupes zaïroises et de stopper l'offensive de l'UNITA. Les premiers contacts entre le MPLA et des combattants cubains remontaient en fait à 1965, lors du séjour de Che Guevara au Congo-Kinshasa, durant lequel celui-ci avait tenté, avec des soldats cubains (et avec le soutien officieux de Cuba), d'organiser une guérilla. L'envoi de troupes cubaines a joué un rôle déterminant dans la victoire du MPLA, auquel elles ont apporté une aide considérable. Au total, sur plusieurs années, ce seraient plus de 50 000 Cubains qui auraient été envoyés en Angola combattre la guérilla de Savimbi, appuyée, elle, par le régime de l'apartheid et par les Etats Unis.

Dans l'opinion publique occidentale, l'opération Carlotta fait peur. En mars 1976, le magazine ouest-allemand *Der Spiegel* fait sa une sur l'envoi des « légionnaires de Castro » en Angola et tente d'effrayer l'opinion en posant la question : « l'Afrique va-elle devenir rouge ? ». L'Occident parle d'un expansionnisme soviétique et cubain en Afrique. Il est vrai que l'intervention cubaine en Angola a permis aux puissances communistes, et notamment à l'URSS, d'étendre son influence et son prestige en Afrique face aux Etats-Unis, qui, à cette époque, sont affaiblis sur le plan international par le scandale du Watergate (qui a abouti, en 1974, à la démission du président américain Nixon). Dans ces années, l'influence croissante de l'URSS et de Cuba en Afrique se mesure aussi à l'intervention de soldats cubains au Mozambique (dès 1975) et en Éthiopie (à partir de 1977), et à la mise en place d'un régime pro-soviétique en Ethiopie avec l'accession à la présidence de Mengistu en 1977. Sur le plan économique, l'influence soviétique croissante en Afrique lui assure l'accès à la grande voie maritime qu'est la route du cap de Bonne Espérance.

En Angola, les dirigeants du MPLA étendent peu à peu leur contrôle sur une part croissante du territoire national, mais ne parviennent pas à vaincre totalement la guérilla de l'UNITA, qui se poursuit encore durant de longues années. Le conflit s'étend même au Zaïre : Neto y lance une opération militaire, dans la région du Shaba ; et, pour faire pression sur ce

pays (qui soutient l'UNITA), Neto fait inonder de nombreuses installations minières du Zaïre, les rendant ainsi non opérationnelles.

La dictature de Neto

Agostinho Neto met progressivement en place, dans la partie de l'Angola contrôlée par le MPLA, une dictature calquée sur le modèle soviétique. Il opère des nationalisations, comme par exemple celle portant sur les moyens d'information, effectuée dès 1976. Cela lui permet notamment de contrôler l'information. En outre, le MPLA est érigé en parti unique : de mouvement de libération, il devient un parti-État tout-puissant et répressif. Au motif de la situation d'urgence liée à la guerre civile, la liberté d'expression n'est pas respectée.

Le régime se durcit encore plus à partir de 1977, à la suite d'une tentative de putsch contre Agostinho Neto. Celui-ci purge alors le MPLA des « fractionnaires » (opposants), puis s'octroie les pleins pouvoirs. Malade, affaibli, Neto est ensuite transporté à Moscou pour y être soigné. Il meurt en septembre 1979. José Eduardo dos Santos lui succède à la tête du MPLA et à la tête du pays.

1979-1989 : les efforts d'apaisement de Dos Santos

Politicien habile, Dos Santos désamorce peu à peu la guerre civile en écartant l'aile la plus radicale du MPLA et en se rapprochant de l'Occident. Toutefois, il doit faire face à une situation difficile : le conflit se poursuit, avec des invasions récurrentes de l'armée sud-africaine en territoire angolais, en 1981, 1984, 1985 et 1987. A partir de 1979, Savimbi installe son quartier-général à Jamba, ville créée par l'UNITA dans le sud-est du pays, non loin de la frontière avec la Zambie. L'UNITA bénéficie du soutien du régime raciste de l'Afrique du Sud, qui lui fournit des armes, des équipements et des soldats, via la Namibie et la Zambie. Puis, en janvier 1984, l'Afrique du Sud s'engage à évacuer ses troupes d'Angola, en échange de la promesse de Dos Santos, au nom du MPLA, de cesser son soutien à la SWAPO (mouvement indépendantiste marxiste-léniniste namibien, ayant installé ses bases arrière en Angola depuis 1975 avec l'approbation du MPLA).

Mais, tandis que Dos Santos (MPLA) mène des efforts d'apaisement, Savimbi (UNITA), lui, au contraire, poursuit une guérilla impitoyable, enrôlant de force femmes et enfants angolais, et n'hésitant pas à brûler vif ses opposants au sein de son propre parti. En outre, à partir de 1985, le soutien des Etats-Unis à l'UNITA se renforce et s'officialise. A cette date, grâce à l'aide militaire apportée par les Etats-Unis, l'UNITA contrôle plusieurs provinces du pays. L'UNITA se finance aussi par un trafic illégal de diamants.

Dans le pays, les conséquences sociales et humaines de la guerre civile se font de plus en plus cruellement sentir : d'innombrables réfugiés, chassés de leurs villages dévastés par les affrontements et les massacres, affluent dans la capitale, où d'immenses bidonvilles se forment. Les secteurs agricole et minier de l'économie du pays sont ravagés par la guerre civile.

Le rôle essentiel de Cuba

Cuba apporte aussi une importante aide logistique et militaire à l'Angola. Au début des années 1980, 10 000 Cubains sont présents en Angola, apportant une aide dans le domaine de la construction d'infrastructures (écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs). C'est non seulement aux luttes de libération en Angola, mais aussi à celles menées parallèlement en Zambie et en Rhodésie, que Cuba apporte son soutien¹. Des écoles secondaires sont même construites à Cuba spécialement pour accueillir et former des étudiants angolais, éthiopiens et mozambicains. En tout, 500 000 Cubains œuvrent en Afrique en soutien aux peuples africains, entre les années 1960 et les années 1980. Entre 1975 et 1989, plus de 2 000 Cubains seront tués dans des combats en Afrique.

La bataille de Cuito Cuanavale (janvier 1988)

En 1988, la bataille de Cuito Cuanavale oppose, sur une ancienne base aérienne de l'OTAN, dans le Sud-Est de l'Angola, les troupes du MPLA (20 000 soldats de l'armée angolaise), appuyées par 5000 soldats cubains, aux troupes de l'UNITA (10 000 hommes) aidées par 7000 soldats de l'armée sud-africaine. C'est la plus importante bataille engagée sur le continent africain depuis la Seconde Guerre mondiale, en nombre de combattants. De nombreux soldats cubains et angolais sont tués lors de cette bataille. Si elle n'aboutit pas à une victoire nette pour l'un ou l'autre des deux camps, elle se termine plutôt à l'avantage du MPLA. Ce succès du MPLA doit beaucoup au renfort des troupes cubaines. La bataille de Cuito Cuanavale contribue aussi à ternir l'image du gouvernement de l'Afrique du Sud, critiqué pour avoir engagé ses troupes dans un conflit coûteux mené dans un autre pays et qui n'apparaît pas justifié par de réels impératifs de sécurité nationale.

A la suite de cette meurtrière bataille, des négociations s'engagent. Les Etats-Unis soutiennent la solution du « *linkage* » (lien) : il s'agit « lier » le règlement de la question rhodésienne (ou namibienne) à celui de la question angolaise, c'est-à-dire de conditionner

¹ Des Cubains épaulent aussi les forces de Robert Mugabe en Zambie et entraînent des membres du Congrès national africain (UANC) en Rhodésie, contre le régime de l'apartheid.

l'indépendance de la Rhodésie du Sud (qui deviendra la Namibie) au retrait des troupes cubaines d'Angola. Cette idée était formulée depuis 1979 par l'Afrique du Sud avec le soutien des États-Unis depuis 1981. Dans ce cadre, la bataille de Cuito Cuanavale constitue non seulement une date-clé de la guerre civile angolaise, mais aussi un élément déclencheur du règlement de la situation de la Namibie. A la suite des négociations qui se sont engagées, un accord en 14 points est conclu le 20 juillet 1988 entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba. Les trois partenaires s'engagent à appliquer la résolution 435 de l'ONU, qui prévoit des élections en Namibie sous le contrôle des Nations unies en échange du retrait des troupes cubaines d'Angola. Cet accord consacre l'application de la théorie du « *linkage* ». En août 1988, à la suite de la signature du protocole de Genève, l'Afrique du Sud puis la SWAPO acceptent l'arrêt des hostilités l'un envers l'autre. Cela aboutit à la signature de l'accord de paix entre l'Angola et l'Afrique du Sud le 22 août 1988 à Ruacana.

Quatre mois plus tard, le 22 décembre 1988 est signé à New York l'accord de paix entre l'Angola (MPLA), Cuba et le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud : cet accord lie le retrait des troupes cubaines d'Angola au retrait des troupes sud-africaines d'Angola et à l'accession de la Namibie à l'indépendance. Toutefois, le processus traîne en longueur, ce qui amène le 1^{er} avril 1989, 1200 guérilléros de la SWAPO à tenter (au mépris des accords de paix) d'envahir la Namibie à partir de leurs bases situées en Angola. Malgré sa lenteur et ses tâtonnements, le processus de paix se poursuit. En Angola, la guerre civile se poursuit mais décroît en intensité. En 1990, le Comité Central du MPLA renonce officiellement au marxisme-léninisme et adopte l'objectif d'un socialisme démocratique et d'une économie diversifiée.

De nouvelles négociations tenues pendant un an entre le MPLA et l'UNITA aboutissent en mai 1991 à d'accords de paix entre les deux parties : les accords de Bicesse, signés à Lisbonne entre Savimbi (UNITA) et dos Santos (MPLA) prévoient le désarmement des combattants, la constitution d'une armée nationale et la tenue d'élections libres en septembre 1992. Pour veiller au respect des accords, les Nations unies créent la Mission de vérification des Nations unies en Angola (UNAVEM). L'année suivante, en septembre 1992 sont organisées comme prévu des élections libres et démocratiques, sous la supervision des Nations unies. Dos Santos, secrétaire général du MPLA, est élu Président de la République, son parti remportant 49% des suffrages contre 40% à l'UNITA.

Mais la paix, qui semblait être enfin atteinte, s'éloigne à nouveau : déçu d'avoir été battu lors de ce vote, Jonas Savimbi déclare alors les élections truquées, et lance aussitôt une offensive militaire à travers tout le pays. Toutefois il ne dispose plus cette fois d'aucun

soutien international. En effet la guerre froide est désormais finie, et l'enjeu de l'Angola est devenu beaucoup moins important pour les grandes puissances. Les Etats-Unis cessent de soutenir Savimbi, et se rapprochent au contraire du régime de Dos Santos (MPLA). De plus, le régime de l'apartheid vient de s'effondrer en Afrique du sud. Il a été aboli officiellement en juin 1991. Avec la chute de ce régime raciste, Savimbi perd un autre de ses importants soutiens.

En septembre 1993, la résolution 864 du Conseil de sécurité des Nations unies condamne l'UNITA, jugé responsable de la reprise de la guerre civile. Celle-ci, qui s'était enfin arrêtée grâce aux efforts de négociations, est en effet relancée par l'offensive de Savimbi. Un nouveau cycle de violences meurtrières commence. Savimbi conquiert Huambo, la deuxième ville du pays, et en fait son quartier général, tandis que ses troupes prennent le contrôle des provinces du nord du pays.

Finalement, en novembre 1994, Savimbi perd Huambo ainsi que les capitales des provinces du Nord. Suite aux revers militaires de Savimbi et aux efforts de médiation des Nations Unies de la Russie, des Etats-Unis et du Portugal, un second accord de paix est finalement signé à Lusaka le 20 novembre 1994 : les accords de Lusaka consacrent la réconciliation entre les deux mouvements rivaux (UNITA et MPLA), l'intégration des forces de l'UNITA dans l'armée régulière angolaise, et la formation d'un Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale (GURN). Ce dernier est mis en place en 1997, sous la supervision de la Mission des Nations unies en Angola (Monua) ; ce gouvernement inclut Jonas Savimbi.

Pourtant, encore une fois, Savimbi prend l'initiative de rompre à nouveau les accords de paix, ce qui amène l'ONU à condamner l'UNITA à des sanctions pour non-respect des accords de Lusaka. L'UNITA se retrouve alors très isolée sur le plan international : outre sa condamnation par l'ONU, elle est privée de sa base arrière historique, le Zaïre, du fait de la chute de Mobutu en avril 1997 ; elle a aussi perdu le soutien du Congo Brazzaville depuis octobre 1997. En effet, en octobre 1997, l'armée angolaise (MPLA), intervenue au Congo-Brazzaville en soutien à l'ex-président Denis Sassou Nguesso, est désormais en position d'exiger du Congo-Brazzaville qu'il interdise à la guérilla indépendantiste du Cabinda d'utiliser son pays comme base arrière. L'UNITA ne peut donc plus faire transiter armes et troupes par le Congo-Brazzaville ; une partie de ses troupes est en cours de démobilisation sous contrôle international. Enfin, l'UNITA se voit privée d'une partie des mines de diamant, dont le trafic lui fournissait une grande partie de son financement.

Fin octobre 1997, le président angolais, Dos Santos, désormais considéré comme l'interlocuteur légitime par les grandes puissances, convoque un sommet régional et fait

adopter un accord de non-ingérence mutuelle entre pays voisins. Au cours de ces années, pour avoir le soutien des grandes puissances, Dos Santos est contraint de faire des compromis : il est ainsi amené à concéder aux grandes puissances occidentales et à leurs grandes firmes des intérêts pétroliers exorbitants dans le pays, et notamment dans l'enclave de Cabinda (enclave anglaise située dans le territoire du Congo-Brazzaville), qui fournit 65 % de la production de pétrole de l'Angola. La compagnie pétrolière française Elf a contribué à alimenter la guerre civile angolaise, finançant simultanément le gouvernement angolais (MPLA) et la rébellion de l'UNITA².

En décembre 1998, l'UNITA reprend la guerre civile contre le MPLA, sur fond de crise en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre). En 1999, le MPLA lance une offensive militaire massive contre le quartier général de l'UNITA et ses principaux bastions. C'est un succès pour le MPLA, qui contraint Savimbi à s'enfuir. Ce dernier est finalement abattu en février 2002, au cours d'un assaut de l'armée gouvernementale. Sa mort entraîne la fin définitive de la guerre civile, consacrée quelques mois plus tard par l'accord de cessez-le-feu signé à Luanda le 4 avril 2002. La fin de la guerre civile ouvre la voie à une relative réconciliation nationale : en décembre 2002, l'UNITA obtient la levée des sanctions à son encontre par le Conseil de sécurité de l'ONU, et la désignation de gouverneurs issus de l'UNITA dans les provinces où elle est majoritaire.

La guerre civile en Angola aura duré 27 ans (1975-2002). Elle a causé la mort de 500 000 à un million de personnes (sur une population d'environ 12 millions d'habitants) et a entraîné le déplacement forcé de plus de 5 millions de personnes, et la destruction des infrastructures du pays à près de 70 %.

L'Angola depuis la fin de la guerre civile

Depuis la fin de la guerre civile, l'Angola s'est vu confronté à d'immenses défis : reconstruire le pays, ses réseaux de communication, ses infrastructures ; réintégrer les réfugiés, ainsi que les 400 000 anciens combattants, à la société ; débarrasser le territoire des 13 millions de mines anti-personnel qui y sont disséminées.

Le potentiel agricole du pays est l'un des plus importants d'Afrique Australe : l'Angola, bénéficiant d'un climat favorable, compte plus de trois millions d'hectares de terres cultivables, fertiles. Avant 1975, le pays avait atteint l'auto-suffisance alimentaire, et était même un grand exportateur de produits agricoles, surtout de café. En 1995, après vingt ans

² François-Xavier Verschave, « La clientèle d'Elf » in *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, mai 2003, n°114.

d'affrontements dévastateurs, seules 3% des terres cultivables sont encore exploitées. Une grande partie de ces terres ont été ravagées par la guerre, les bombardements, les mines anti personnel. Le pays dépend dès lors des importations et de l'aide alimentaire internationale.

Peuplé aujourd'hui de plus de 13 millions d'habitants, l'Angola est actuellement l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,56 (en 2004, il est classé 161^e sur 177 pays en termes d'IDH). La mortalité infantile y est très élevée : plus de 140 pour mille ; l'espérance de vie n'y est que de 40 ans ; l'analphabétisme touche 44% des hommes et 72% des femmes.

Pourtant, depuis la fin de la guerre civile, l'Angola a renoué avec la croissance économique : le pays a même connu depuis cette date un très fort taux de croissance : 23% par an en 2007. Cependant, cela ne s'est pas du tout accompagné d'une amélioration des conditions de vie de la population. Au contraire, les inégalités ne cessent de se creuser (entre régions, entre zones urbaines et rurales, entre la côte et l'intérieur), et la pauvreté est de plus en plus dramatique, ce qui illustre bien le fait que croissance économique d'un pays et niveau de vie de sa population ne vont pas forcément de pair. Les inégalités criantes que connaît l'Angola sont parmi les plus élevées du monde : malgré le fort taux de croissance économique, plus de 68 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

La capitale Luanda, où vivent aujourd'hui 5 millions d'habitants, est devenue un vaste chantier : des bâtiments modernes sont en construction, essentiellement des sièges de compagnies pétrolières, de banques ou d'assurances, construits grâce aux « pétrodollars » (le pétrole représente 60 % du produit intérieur brut, 90 % des recettes d'exportations et 83 % de celles de l'Etat), tandis que, non loin de là, d'immenses « *musseques* » (bidonvilles) se déploient sur des montagnes de déchets, et ne cessent de s'agrandir. Dans ces bidonvilles surpeuplés, la population vit dans des conditions sanitaires dramatiques : des épidémies récurrentes de choléra se produisent (le pays a connu plus de 70 000 cas de choléra en 2006, causant 2800 morts), et 5,5% de la population de l'Angola est infectée par le sida. Luanda, qui a accueilli au cours de la guerre civile de nombreux réfugiés, essentiellement des ruraux chassés de leurs campagnes par les combats, connaît une grave pénurie de logements ; elle est aujourd'hui devenue l'une des capitales les plus chères du monde. Le contraste est frappant entre les bidonvilles et les constructions ultra-modernes de prestige : en septembre 2009 a été inaugurée à Luanda la « tour Angola », la plus haute tour du pays, bâtiment en forme de « A », haute de 325 mètres (soit, symboliquement, un mètre de plus que la tour Eiffel). Elle accueille un hôtel de luxe, un centre commercial, une clinique, des restaurants, des cinémas et des appartements très haut de gamme.

La reconstruction des infrastructures de la capitale et du pays est un défi immense. Pour y faire face, l'Angola a fait appel aux investissements étrangers. Parmi eux, les investissements chinois ont été particulièrement importants : la Chine a accordé à l'Angola des prêts à des taux préférentiels pour plusieurs milliards de dollars et a livré au pays des bâtiments (hôpitaux, cliniques, bâtiments administratifs) clés en mains, construits par des entreprises chinoises. La Chine a aussi financé la réfection de la plus longue voie ferrée de l'Angola, longue de 1300 kilomètres, qui avait été détruite par la guerre civile. En échange, l'Angola s'est engagé à fournir de grandes quantités de pétrole à la Chine. L'Angola, qui est le 2^e plus important producteur de pétrole du continent africain (et le 4^e plus important producteur de pétrole au monde), est ainsi devenu le 2^e partenaire commercial de la Chine en Afrique. En quelques années, un quartier d'affaires chinois a été créé de toutes pièces à Luanda, accueillant les hommes d'affaires et entrepreneurs chinois qui se sont installés sur place. Des vols directs relient désormais Luanda à Pékin. Ces échanges commerciaux permettent à une infime minorité d'hommes d'affaires chinois et angolais de faire des profits colossaux, mais ces bénéfices ne se répercutent pas du tout sur la population. Le système politique et économique du pays est en outre gravement miné par la corruption : ainsi par exemple, l'ONG *Global Witness* a révélé qu'une partie des prêts accordés par la Chine à l'Angola a été détournée au profit de la propagande gouvernementale en vue des élections générales de 2006. Par ailleurs, la gestion de la Sonangol (la plus grande entreprise publique du pays, chargée de l'exploitation et de la production de pétrole et de gaz naturel) et celle de l'Endiama (entreprise exploitant les diamants) sont très opaques, de même que les transactions financières entre l'Etat angolais et un groupe privé chinois de Hongkong, *China International Fund Limited*, au cours desquelles auraient « disparu » près de 6 milliards d'euros.

Une orientation néolibérale de l'Angola, aujourd'hui remise en question

Depuis le début des années 1990, l'Angola a suivi à la lettre les préconisations des institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) : restrictions budgétaires, libéralisation du commerce extérieur, privatisation des entreprises publiques. Ainsi, la loi sur la privatisation des entreprises de 1994 facilite et encourage la privatisation des petites, moyennes et grandes entreprises appartenant à l'Etat ; elle permet de privatiser presque n'importe quel domaine, et n'instaure aucune règle stricte pour contrôler la gestion et le fonctionnement de l'entreprise, une fois celle-ci privatisée.

Ce statut de l'Angola de « bon élève » du FMI et de la Banque mondiale a valu au

pays de recevoir en 2008 les félicitations de ces institutions, pour l'excédent de sa balance des paiements, la réduction de l'inflation et la diminution de sa dette ; au cours des années 1990-2000, 30 % à 35% du budget national de l'Angola étaient consacrés au paiement de la dette, dont le montant total est estimé à 10 milliards de dollars.

Mais les méthodes dictées par le FMI et la Banque mondiale n'ont pas fait reculer la corruption. Surtout, les orientations néolibérales préconisées par ces institutions internationales ont dramatiquement accru les inégalités dans le pays, et la pauvreté du plus grand nombre : 70% de la population angolaise vit actuellement sous le seuil de pauvreté, alors que le pays est très riche en richesses naturelles et que la croissance économique y est forte. L'Angola voit sa production de pétrole contrôlée en grande partie par des firmes occidentales (des firmes états-uniennes contrôlent 70% de la production). Le mécontentement populaire a amené le MPLA, en 2007, à décider d'abandonner ces orientations néolibérales.

*

Les luttes de libération menées en Angola ont été parmi les plus longues et les plus meurtrières de toute l'histoire des décolonisations. Généralement négligée voire ignorée en France, où l'on connaît mieux l'histoire de la décolonisation des colonies françaises et britanniques, et où l'on se focalise surtout sur les cas de l'Indochine et de l'Algérie, l'histoire de la décolonisation de l'Angola et de la longue guerre civile qui a suivi est pourtant fondamentale pour saisir les enjeux des conflits coloniaux et post-coloniaux, et leur imbrication avec ceux de la guerre froide. L'histoire du long affrontement entre l'UNITA et le MPLA est exemplaire à cet égard. Les luttes pour la libération de l'Angola se sont aussi étroitement agencées avec celles visant à l'abolition de l'apartheid et de la discrimination raciale en Afrique du Sud et en Namibie. La bataille de Cuito Cuanavale en 1988 est emblématique de ce lien entre ces différentes luttes. D'ailleurs, en 2008, Jacob Zuma, Président du Congrès national africain (ANC), invité en Angola aux célébrations du vingtième anniversaire de la bataille de Cuito Cuanavale, a rendu hommage, dans son discours, à « la contribution du MPLA et du peuple angolais à la lutte pour l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud », qui, a-t-il dit, a été d'une importance inégalée dans le continent africain. Aujourd'hui, plusieurs années après la fin de la guerre civile, l'Angola a connu une évolution contrastée : le pays, riche en ressources naturelles, a connu une très forte croissance économique est devenu une terre de prédilection pour des entrepreneurs et hommes d'affaires, angolais, chinois et occidentaux, qui y ont fait des profits colossaux ; mais cette croissance et ces profits ne bénéficient pas à l'immense majorité de la population, qui vit dans des

conditions économiques et sanitaires dramatiques. Les orientations économiques dictées au pays par le FMI n'ont fait qu'aggraver les inégalités. Il reste maintenant aux Angolais, après avoir finalement obtenu la libération politique, à se libérer de la domination économique qui continue à peser sur eux, et à réussir à transformer le système économique dans un sens plus égalitaire.

